

Le Travailleur du Lot-&-Garonne



Hebdomadaire de la fédération du Parti communiste français - 96^e année - 1,20

Sommaire

en bref p 2 et 3

Région - Eysses - École - Désinformation - Castel FM

à mon avis p 3

actu p 4 à 6

Départementales - Mobilisation pour l'emploi - Contre la loi Macron - Grèce -

locale p 7

Casteljaloux - Marmande - Castelculier - Marmandais

culture p 8

Musique - Soirée débat

Grèce
Solidaire avec le peuple



Loi Macron
Un texte contre l'intérêt général



Départementales
Être utiles et rassembleurs



Jean Ferrat
Un album hommage

Désinformation Inhabituel

Sud-Ouest a évoqué la CGT et l'élection de son secrétaire général sur une pleine page, le 4 février dernier. Quelle objectivité ! Le nouveau venu, pour le journaliste Sylvain Cottin « a fait, comme le coucou, son nid dans celui des autres ». Et de continuer dans la valorisation du nouveau secrétaire général : « le vote a légitimé l'ambition d'un apparatchik ». Encore un éloge « selon un cadre de la confédération, Philippe Martinez aurait le charisme d'une pompe à essence pratiquant la langue de bois ». Et de conclure : « derrière sa moustache certains voient le stalinien ». Il ne manquait plus que le couteau entre les dents pour illustrer l'objectivité de Sud-Ouest et de son journalisme. ■

André Mazière

scolaires... Le mécontentement de la profession est réel et profond. Face à ce constat, le SNUipp-FSU 47 a décidé d'ouvrir un cahier de doléances pour permettre aux professionnels de s'exprimer librement. ■



71^e anniversaire Insurrection d'Eysses dimanche 22 février

Comme chaque année, aura lieu la commémoration de la fusillade et de la déportation des emprisonnés d'Eysses. Ils étaient 1200 détenus internés à la centrale. Parmi eux, douze ont été fusillés pour avoir tenté une insurrection devant leurs conditions de détention, sous le régime de Vichy, aux ordres de l'Allemagne nazie...

Rendez-vous est donné à tous ceux qui veulent perpétuer le devoir de mémoire et empêcher que de tels agissements ne se reproduisent.

- 10h00 - cérémonie devant le monument des martyrs de février 1944 (place de la Révolution)
- 10h30 - devant le parvis de la Centrale d'Eysses puis à 10h50 au mur des fusillés...
- 11h15 - dépôt de gerbe du PCF devant la stèle du cimetière. ■

Régionales

Alain Rousset, président de la région Aquitaine, vient d'être choisi par les militants socialistes des trois régions (Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes) pour mener la liste socialiste aux

prochaines élections régionales de décembre 2015. Les adhérents EELV ont, quant à eux, décidé de partir en autonomie, dès le premier tour, contrairement aux dernières élections régionales. ■

Départementales FN et droite en tête

L'institut BVA a réalisé une enquête d'opinion, les 29 et 30 janvier derniers, sur le rapport de force national pour les élections départementales. Les principaux enseignements :

- le Front national en tête (26 %), au coude à coude avec l'UMP (25 %), nettement devant le PS (18 %), qui progresse toutefois de quatre points par rapport aux européennes;
- le FdeG (9 %) est en hausse de trois points par rapport aux européennes et devance Europe-Ecologie-Les Verts (7 %, -2 par rapport aux européennes) et l'extrême gauche (2 %, stable);
- le Modem (8 %) et l'UDI (5 %) totalisent 13 % d'intentions de vote (trois points de plus qu'aux européennes).

Le sondage montre un « rapport de force politique droite/gauche/FN » presque identique à celui des européennes : 36 % pour la gauche (contre 34 % en juin), 38 % pour la droite et le centre (contre 37 %) et 26 % pour le FN (contre 25 %). ■

Région Aquitaine Commission permanente

Les élus régionaux ont adopté 217 dossiers à l'occasion de la commission permanente du 9 février 2015, pour un montant de plus de 432 millions d'euros. En ce qui concerne le développement économique, Meca d'Aquitaine à Marmande reçoit une aide régionale de plus de 168000 €. Cette subvention permettra de concevoir du mobilier (chaise, tabouret, chariot...) destiné aux seniors. Il a été attribué 86400 euros à la société Sodapack de Vil-

leneuve-sur-Lot, spécialisée dans les emballages alimentaires, pour la diversification de sa production et la création d'emballages thermoformés (en chauffant du plastique pour le ramollir et ainsi proposer une sorte de moule). La Région finance le fonctionnement des écoles paramédicales et de sages-femmes. Près de 6000 étudiants suivent ces formations dans les vingt et un établissements aquitains qui les proposent. Pour

le Lot-et-Garonne, trois établissements sont concernés : 1382421 euros sont au centre hospitalier d'Agen, 817000 euros au centre hospitalier intercommunal de Tonneins/Marmande, 1138100 euros au centre hospitalier Saint-Cyr de Villeneuve-sur-Lot. En matière d'investissements collectifs environnementaux, Capy Frères (Monflanquin) reçoit 99462,31 € pour la création d'une plateforme de compostage. Cet équipement sera utilisé par sept agriculteurs et deux entreprises de travaux agricoles qui amèneront leurs déchets verts pour les transformer en compost. ■

Aquitaine Chômage en hausse

Le nombre de demandeurs d'emploi continue de progresser de 1,9 % en Aquitaine, de 1,7 % en France métropolitaine. Sur un an, la progression en région est plus soutenue qu'au niveau national (respectivement + 7,9 % et + 5,7 %). Le nombre s'accroît dans toutes les tranches d'âge. Cette progression s'intensi-

fie chez les moins de 25 ans à 2,0 % contre 1,3 % au trimestre précédent. En revanche, elle ralentit chez les 50 ans ou plus à 2,4 % contre 3,1 %. Le chômage de longue durée continue de croître fortement, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus, progresse de 3,4 % (13,4 % sur un an). Fin décembre 2014, 274 958 personnes sont en recherche d'emploi en Aquitaine, soit une augmentation de 1,4 % sur un mois. ■

Aux côtés du peuple grec, pour sortir de l'austérité

Pierre Laurent, président du Parti de la gauche européenne vient de lancer un appel aux peuples d'Europe pour soutenir la Grèce.

« La Grèce a un besoin urgent de notre solidarité. Les jours à venir sont cruciaux. Le nouveau gouvernement d'Alexis Tsipras a engagé la négociation pour faire respecter le mandat de son peuple. En appliquant son programme de redressement social et économique et de restauration démocratique, Syriza peut réussir le changement en Grèce et, avec nous, changer les règles en Europe pour sortir de l'austérité. La troïka, Angela Merkel, les libéraux et la finance le savent. Ils veulent refermer la brèche. C'est la raison pour laquelle la Banque centrale européenne a décidé de changer le régime des garanties d'emprunt des banques grecques. Ils essayent de semer la panique. Cette brutalité face à la bonne volonté et aux efforts de négociation fournis par le gouvernement Tsipras, est une attaque contre tous les peuples européens, contre la démocratie. Elle indique à quel point le bras de fer qui s'est engagé, va être difficile. Nous devons être aux côtés du gouvernement grec. Les citoyens européens doivent faire pression sur leurs gouvernements pour qu'ils respectent le vote des Grecs, changent les règles imposées par la BCE et la troïka, et laissent respirer la Grèce. Le temps nécessaire doit être laissé à Syriza pour reconstruire le développement du pays sur de nouvelles bases, au lieu de continuer à les asphyxier. C'est notre combat commun. Tous les peuples européens ont besoin de sortir de l'austérité et d'agir pour des solutions européennes et solidaires.

J'appelle toutes les forces qui refusent l'austérité et le chantage de la dette, à amplifier la pression populaire dans les différents pays de l'UE sur leurs gouvernements, sur les banques centrales et la BCE, en multipliant les actions de solidarité dans toute l'Europe. » ■



Le Travailleur du Lot-et-Garonne

fondé par **Renaud Jean**, premier député communiste de France
directrice de la publication: **Jacqueline Debord** - rédacteur en chef:
Nicolas Lucmarie - rédaction: **Michel Ceruti, Lysiane Chantre Edmond Coédolo, Roger Déjean, Jean-Claude François, Marie-Renée Gérard, Daniel Heinrich, Monique Mirande, Guy Rauzières, Claude Vaccari**

édité et imprimé par **SARL Le Travailleur du Sud-Ouest**
18, rue Jules Ferry 47 006 Agen
Tél. **05 53 66 82 59** - Fax 05 53 47 61 01
letravailleur@orange.fr

CCP 1309 19X Bordeaux 1^{er} trimestre 2015 - ISSN 1627-2471 - CPPAP N° 0615 C 86962

à mon avis

Il est temps de s'attaquer aux paradis fiscaux

Et c'est reparti ! Avec le scandale HSBC, la menace des banques se fait encore sentir. À cela s'ajoute l'attitude de la BCE qui coupe les vivres à la Grèce... À la condition que les Français cèdent aux exigences, on est tout près d'un nouveau crash ou les États risquent d'être encore sollicités, comme en 2008, pour venir au secours du capitalisme financier. Dans le même temps, on nous rebat les oreilles sur la vertu de l'austérité pour solutionner la crise. Les mesures déjà prises ne seraient plus suffisantes, le risque est d'aller encore plus loin. Localement cela risque de se traduire dans les budgets 2015 des collectivités, des services publics par la baisse des moyens déjà décidée. La traduction va être dure pour tous ceux qui souffrent et qui ont cependant besoin de ces aides qui conditionnent leur vie quotidienne. Par le biais de la campagne électorale qui débute, les électeurs ont l'occasion de manifester leurs exigences pour maintenir les prérogatives du Département et garantir les politiques répondant aux besoins. On ne peut plus continuer cette politique d'austérité qui nous mène droit dans le mur et qui laisse entendre qu'il n'y aurait plus d'argent. Pourtant, ces banques qui spéculent, ces grandes entreprises, ces fortunes qui dissimulent leurs profits dans les paradis fiscaux ne contribuent pas au fonctionnement du pays. Il faut les contraindre à cela, ce doit être la volonté du peuple. ■

Daniel Heinrich

Projet de loi Macron Une loi contre l'intérêt général

Le projet de loi prétend libérer l'activité, pour renouer avec une croissance durable. En réalité il s'agit de mesures d'hyper-libéralisme. Faire davantage pour le patronat, le MEDEF, les privatisations, les profits capitalistes et la rentabilité financière, contre les salariés.

Sous prétexte de « faciliter la vie des entreprises », il s'agira du patronat et des grandes entreprises, plus que des PME ; et d'une pression accrue sur les salariés, même s'il y a un effort d'intégration sur l'intéressement.

À l'opposé de l'intérêt général, c'est libérer les entreprises des contrôles publics, sous prétexte de libérer les activités contraintes. Cela tendra à renforcer les difficultés de la croissance.

Tandis que le taux de chômage est très haut avec 10,5 % et qu'il continue de progresser, la croissance atone 0,4 %, l'investissement très faible, on veut renforcer la politique d'austérité, de rentabilité financière pour les entreprises et les banques, contre les contrôles

et incitations d'intérêt général pour, dit-on, alléger les obligations des entreprises. On veut faciliter l'investissement financier, sous prétexte d'investir, accroître les privatisations, faire reculer le droit du travail...

Voici quelques points et articles significatifs dans le projet.

Transports par autocars

Les articles 2 et 3 prévoient l'ouverture de lignes de transports réguliers non urbains par autocars. Cela peut sembler en partie positif, mais cela pousse la privatisation et la concurrence par rapport aux chemins de fer.

CHU

L'article 42 modifie le code de la santé publique. Il déclare que « les centres hospitaliers



universitaires peuvent prendre des participations et créer des filiales pour assurer des prestations d'expertise au niveau international, valoriser les activités de recherche, leurs résultats et exploiter des brevets et des licences ». Il est précisé, dans l'exposé des motifs, que l'objectif de cet article est d'introduire dans la loi, la faculté pour les établissements publics de santé d'exercer des activités subsidiaires à leurs activités

principales pour la valorisation industrielle et commerciale, notamment des résultats de la recherche et de faciliter les relations avec les partenaires industriels extérieurs.

Armements

L'article 47 déclare: « Est autorisé le transfert au secteur privé de la majorité du capital de la société Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) et de ses filiales. » Il est précisé que cela permettra la création

Laïcité

Depuis l'horreur du 7 janvier, on entend beaucoup parler de laïcité. Prenons le temps de comprendre le sens profond de ce mot.

La laïcité n'est pas cette sorte de rejet primaire de la religion. Au contraire, la République établit que « nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses » (Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789). De la même façon, les philosophes des Lumières ont dénié aux religions le droit d'imposer leurs dogmes à toute la société, aux croyants d'impo-

ser leurs croyances, aux agnostiques et aux athées. Ainsi que l'écrit la philosophe Catherine Kintzler, « la liberté de conscience est plus large que la liberté des cultes parce qu'elle comprend aussi la liberté de ne pas avoir de culte. »

Les normes politiques et civiles doivent être séparées, indépendantes, des normes religieuses.

En proclamant la liberté de conscience et l'égalité des droits entre tous les hommes, l'Assemblée constituante a jeté les bases, non de la tolérance, mais de la laïcité, que la loi de séparation des Églises et de l'État a consacrée en 1905. Charb, Cabu, Wolinski, et Charlie Hebdo n'ont pas été massacrés par des musulmans, fussent-ils radicaux, mais par des terroristes barbares et fascisants.

Dans le bulletin municipal de Monflanquin, Madame le maire écrit: « Nous pouvons nous opposer à l'obscurantisme, l'ignorance,

le sectarisme en promouvant l'éducation, la connaissance de l'autre, la laïcité... Dans notre commune, nous allons nous employer encore et toujours à promouvoir le « vivre ensemble » et à rester attentifs à tous. » Mirabeau explique: nous avons à l'égard des doctrines, le respect mutuel de la personnalité humaine et de l'esprit qui s'y développe. Le respect est dû aux personnes, aux croyants, pas aux croyances, pas aux religions qui sont à soumettre à la critique de la raison et de la science, du rire, de l'humour. ■

MF Nardot

d'un champion européen de l'armement terrestre.

Recul des contrôles publics sur les entreprises

Il s'agit des articles 55 visant à « alléger les obligations sur les entreprises », et 60 pour « faciliter la vie des entreprises ».

Travail dominical et en soirée

Les articles 71 à 79 instituent des dérogations au repos dominical pour les établissements de vente dans les zones touristiques, internationales et zones commerciales exceptionnelles, de cinq plus sept semaines (12 semaines) ainsi que dans les gares de ces zones. L'article 81 établit la faculté d'employer des salariés entre 21 heures et 24 heures dans les zones mentionnées.

Droit du travail

L'article 85 révisé la nature et le montant des primes ainsi que des sanctions applicables en cas d'entrave au fonctionnement des institutions représentatives du personnel. L'article 87 modifie le Code du travail sur le dialogue social dans l'entreprise, avec certains remplacements de l'inspecteur du travail par un juge judiciaire et des suppressions de consultations des organisations syndicales représentatives dans l'entreprise. La modification de l'article 2064 du Code civil exprime une émancipation du droit du travail. En effet, est supprimée la restriction selon laquelle aucune convention ne peut être conclue à l'effet de résoudre les différends qui s'élèvent à l'occasion des contrats de travail. Il s'agit de permettre des contrats qui ne relèvent plus du droit du travail et de ses protections, mais de droit civil, avec des conventions de gré à gré entre employeurs et salariés.

Sécurisation de l'emploi et licenciements économiques

Les articles 98 à 104 apportent des modifications aggravant encore les conséquences négatives de la loi dite de sécu-

risation de l'emploi sur les licenciements, comme pour le reclassement à l'international ou le périmètre d'application de l'ordre des licenciements, au détriment des droits antérieurs des travailleurs. Nous vous invitons à con-

sulter la vidéo où Gérard Filoche, ancien inspecteur du travail, sur :

<http://la-bas.org/filoche-demolit-macron>

Il y démonte l'essentiel des 106 points contenus dans le projet de loi. ■

Départementales Utiles et rassembleurs

Dans moins de cinq semaines se dérouleront les élections départementales. Entre enjeux locaux et nationaux, le Parti communiste de Lot-et-Garonne a décidé de mettre, au cœur de cette bataille, le rassemblement contre l'austérité, tout en rappelant que le maintien du département à gauche faisait partie de ses priorités.

Une collectivité utile

Le département, par ses compétences, peut être un point d'appui de résistance aux choix austéritaires pris nationalement. Partenaire privilégié des communes, il est aussi un acteur d'importance dans l'accompagnement des habitants au quotidien. Ainsi, la PMI, les collèges, l'APA sont quelques exemples du rôle joué par le département dans les différentes étapes de la vie. Cependant, la réforme des institutions et la création de la métropole font peser des incertitudes sur la pérennité de cette institution. Les candidats présentés ou soutenus par le PCF entendent bien faire de cette élection un espace de contestation de cette réforme imposée par le gouvernement, contre l'avis des maires et des habitants du territoire. Le PCF rappelle que le Département est un moteur essentiel de l'investissement public en France et de l'emploi qui en résulte. Ainsi, plus de 72 milliards d'euros de dépenses sont dédiés, chaque année, aux besoins populaires et à la modernisation des territoires.

Que vont défendre les communistes ?

Partie prenante de l'exécutif sortant, les communistes enten-

dent défendre tous les acquis obtenus depuis l'arrivée de la gauche aux commandes du département en 2008, notamment sur le plan social. Cependant, ses candidats estiment qu'il faut aller plus loin en exigeant, plus particulièrement, des mesures financières d'urgence, là où c'est nécessaire, par des taux de crédit très bas et le respect des compensations financières de l'État dans le versement des allocations de solidarité nationale. Depuis plusieurs années, l'association nationale des élus communistes se bat pour une réforme globale de la fiscalité, plus juste et efficace aux plans national et local, en mettant particulièrement à contribution les actifs financiers des grandes entreprises.

De nombreuses propositions seront développées tout au long de la campagne :

aide à la construction et à la réhabilitation de logements sociaux, contrôle des aides aux entreprises, développement des politiques publiques de solidarité, transition énergétique et écologiste, en matière de transport, de soutien à l'agriculture, de protection de la biodiversité... de refus des règles européennes de libre-échange et de privatisation des sous-sols (GMT-TAFTA). ■



Pour aller plus loin

Sous la responsabilité du conseil général

- 1400 agents territoriaux
- 8 centres médico-sociaux
- 7 unités des routes
- 28 collèges publics

Combien de Lot-et-Garonnais sont aidés par le conseil général en matière sociale ?

- 5525 bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA)
- 1120 bénéficiaires de la prestation de compensation du handicap (PCH)
- 8746 bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) ■



Histoire de cogiter un peu...

À propos de racines

« La France a des racines chrétiennes ! »

Certains, à droite, à l'extrême droite et dans les milieux fondamentalistes catholiques n'arrêtent pas de nous en rebattre les oreilles. Bien entendu, lorsqu'ils disent « chrétiennes », ils pensent « catholiques ».

Bon, mais pourquoi le marteler alors que personne ne le conteste? Serait-ce une offensive sournoise contre la liberté de conscience et la laïcité, contre les musulmans de France?

En tout cas, cette affirmation ostentatoire n'est pas compatible avec la devise de la République « *liberté, égalité fraternité* »; elle ne favorise donc pas les relations respectueuses et paisibles entre les Français. D'ailleurs, les mêmes se gardent bien de faire le bilan de l'Église, avec ses ombres et ses lumières, les ombres ayant souvent supplanté les lumières.

Mais nous avons d'autres racines

Je me souviens qu'à l'école, on nous parlait de « **nos ancêtres les Gaulois** » et du druidisme, leur religion. Voilà des racines plus anciennes que le catholicisme. Or, en tant qu'ancien bûcheron, je sais que les racines les plus anciennes sont les plus profondes.

Le catholicisme ne s'est véritablement développé, en France, qu'à partir du V^e siècle.

Du temps de l'occupation de la Gaule par les Romains, plusieurs religions (druidisme, arianisme, mithriacisme, paganisme) le disputaient encore au christianisme. Quant au judaïsme, il existe, dans notre pays, depuis le Haut Moyen Âge, même si les Juifs de

France n'ont été déclarés français que lors de la Révolution française, sur proposition de l'abbé Grégoire et de Robespierre.

Dans notre région occitane, il faut aussi évoquer « nos ancêtres les Cathares » (XI^e-XIII^e siècle) qui furent persécutés, massacrés par les seigneurs catholiques du roi Philippe Auguste.

Et n'oublions pas le protestantisme qui, dès le XVI^e siècle, s'est opposé à l'hégémonie tyrannique et à la corruption de l'Église.

On nous dit « **voyez tous ces clochers qui hérissent notre territoire!** ». Certes, mais les synagogues et les temples protestants existent bel et bien, même s'ils sont moins visibles, n'ayant pas de clocher.

Ajoutons que, dans une période où il est beaucoup question de religions, l'athéisme et l'agnosticisme sont mis sous le boisseau, alors qu'ils ont toujours existé et qu'aujourd'hui, ils sont très répandus.

De toute façon, méfions-nous de ces gens de la haute qui parlent tant de religion car, généralement, ce ne sont pas des partageux. Et, comme l'a dit quelqu'un, « **le diable le plus dangereux, c'est celui qui prie** ». ■

Edmond Coëdelo

canton	titulaires et remplaçants	étiquette politique	candidats
Agen 1	titulaires	PCF-FdeG	Karima Djemaï
		PCF-FdeG	Thomas Portes
	remplaçants	PCF-FdeG	André Mazière
		FdeG	Arlette Daubaire
Agen 2	titulaires	PCF-FdeG	Annie Labadie
		PCF-FdeG	Marcel Vindis
	remplaçants	PCF-FdeG	François Hecquefeuille
		citoyenne	Jackie Augier
Agen 3	titulaires	PCF-FdeG	Alexia Estay
		PCF-FdeG	Jean-Claude Disses
	remplaçants	PCF-FdeG	Julien Bessonnet
		PCF-FdeG	Maité Hereil
Agen 4	titulaires	PS	Brigitte Barailles
		PRG	Jean-Louis Matéos
	remplaçants	PS	Pierre Dupont
		PCF-FdeG	Marine Rebaudi
L'Albret	titulaires	PCF-FdeG	Élisabeth Chini
		PCF-FdeG	Patrice Dufau
	remplaçants	PCF-FdeG	Dominique Feletti
		citoyenne	Marion Philippot
Le Confluent	titulaires	EELV	Annick Minnaert
		PCF-FdeG	Sylvio Guingan
	remplaçants	EELV	Pierre Salane
		PCF-FdeG	Léone Soulage
Les Coteaux de Guyenne	titulaires	PS	Caroline Haure Trochon
		PS	Pierre Camani
	remplaçants	PS	Jean-Marc Desvaux
		PS	Dany Blanc
Les Forêts de Gascogne	titulaires	DVG	Hélène Laulan
		DVG	Raymond Girardi
	remplaçants	PS	Jean-Luc Barbe
		PS	Chrystal Colmagro
Le Fumelois	titulaires	FdeG	José Gonzalez
	remplaçants	syndicaliste	William Boucharel
Le Haut Agenais Périgord	titulaires	FdeG	Christine Gonzato-Roques
		PS	Marcel Calmette
	remplaçants	DVG	Pierre-Henri Arnstam
		FdeG	Élisabeth Pichard
Le Livradais	titulaires	PCF-FdeG	Anne Colas
		PCF-FdeG	Armand Titonel
	remplaçants	PG-FdeG	Frédérique Poileux
		Ensemble-FdeG	André Payrebesses
Marmande 1	titulaires	PCF-FdeG	Isabelle Marchand
		PCF-FdeG	Michel Ceruti
	remplaçants	PCF-FdeG	Bernard Poulmarch
		PCF-FdeG	Élisabeth Mentuy
Marmande 2	titulaires	DVG	Angeline Soidri
		PCF-FdeG	Gilles Lucmarie
	remplaçants	PCF-FdeG	Nicolas Martignoles
		PCF-FdeG	Danièle Moliérac
L'Ouest agenais	titulaires	EELV	Maryse Combres
		FdeG	Daniel Barbiero
	remplaçants		Alain Zanardo
			Catherine Courville
Le Pays de Serres	titulaires	EELV	Michèle Chatrain
		Occ	Yves Boissières
	remplaçants	FdeG	Cyril Friedrichs
			Lillie Lapaix
Le Val du dropt	titulaires	FdeG	Christine Pospichek-Prigent
		syndicaliste	Jean-François Bacogne
	remplaçants	PCF-FdeG	Régis Vayssièrre
		sympathisante PCF	Mariane Goumettou
Lavardac	titulaires	syndicaliste	Michelle Darroman
		Ensemble-FdeG	Jacques Rivailier
	remplaçants	sympathisante PCF	Véronique Faget
		PCF-FdeG	Claude Vaccari

Restent sans candidature, au 11 février 12h00, les cantons du Sud-Est agenais, de Tonneins, de Villeneuve s/Lot 1 et 2.

Marmandais

Gascogne Wood supprime des emplois

Lors du comité d'entreprise du 5 février dernier, la direction de Gascogne Wood a annoncé la mise en place d'un plan de sauvegarde de l'emploi conduisant à la suppression de 77 postes sur l'ensemble du groupe qui en compte actuellement 470: 21 sur le site de Marmande et 22 dans les Landes. La CGT rappelle que « pendant des mois, contre une direction autiste et répressive, obsédée et campée sur des objectifs de logique financière, les syndicalistes CGT, malgré d'innombrables entraves en tout genre, ont élaboré des

propositions alternatives de développement d'activité innovante, compétitive, avec maintien et créations d'emplois industriels ». Le syndicat poursuit: « c'est toute la branche bois dans le bassin d'emplois industriel du Marmandais et, en Lot-et-Garonne, avec Placal, Tarkett... qui est aujourd'hui sacrifiée au profit du capital. C'est un gâchis industriel et social énorme quand on sait que la matière première se trouve à quelques kilomètres, avec une forêt landaise cultivée, une des plus vastes d'Europe ». Des militants du PCF parmi lesquels Gilles Lucmarie, Danièle Moliérac et Michel Ceruti étaient là pour soutenir les salariés. ■



Marmande

L'ANACR en assemblée

L'assemblée générale du comité de l'ANACR de Marmande a eu lieu le 8 février. Malgré la température hivernale, les adhérents et les présidents des associations d'anciens combattants de Marmande sont venus nombreux. Étaient présents notamment: le sous-préfet, la députée, le président du conseil général, le maire de Marmande. Brigitte Moréno, présidente départementale a rappelé le rôle irremplaçable de l'ANACR en direction des jeunes qui, dans les établissements scolaires, préparent le concours national de la Résistance et de la déportation. Pour Pierre Lapoire, « au-delà du devoir de mémoire, il faut alerter les jeunes et les moins jeunes de ce que représente le danger de la montée des thèmes fascisants et antirépublicains des partis d'extrême-droite. Les mots, liberté, égalité, fraternité et laïcité, ne doivent pas être que des mots inscrits sur les murs des mairies, mais défendus à tout prix. Notre devoir est de combattre tout radicalisme religieux qui devient une forme de fascisme et qui amène à la tragédie de Charlie Hebdo ». Les élus présents et le sous-préfet ont affirmé leur soutien aux actions de l'association et nous ont proposé leur aide pour réaliser ses projets en 2015. L'assemblée a été riche en résolutions et s'est terminée par le verre de l'amitié. ■

Casteljaloux*

La gauche rassemblée

Afin d'assurer le succès de la gauche et poursuivre une politique départementale au service des gens, tous les électeurs de sensibilité de gauche sont appelés à se rassembler dès le premier tour dans ce nouveau canton dit « Forêts de Gascogne ». En Lot-et-Garonne, les mots « majorité de gauche » ont un sens de par les mesures de justice et de solidarité sociales votées, malgré l'opposition des élus de la droite, tels que les transports scolaires gratuits, l'APA +... Le peuple de gauche de Casteljaloux a tout intérêt à se rassembler et à voter en bloc, dès le premier tour, pour l'équipe autour de Raymond Girardi. Il s'agit de refuser les politiques d'austérité: pour la défense et le développement des services publics, pour la protection de l'environnement, pour favoriser l'emploi, les exploitants familiaux agricoles,

artisans et commerçants, le tourisme, participer à la défense du pouvoir d'achat populaire, pour des retraites décentes, pour l'école, la voirie... Il ne faut laisser aucune chance à la droite et son extrême dans ce nouveau canton gascon. Raymond Girardi, conseiller général sortant Front de gauche (et vice-président du conseil général) élu de toute la gauche au premier tour en 2008, avec 58 % des voix, est de nouveau présenté et soutenu par la majorité sortante de toute la gauche départementale. Cette équipe sera formée de deux titulaires et de deux remplaçants. Le remplaçant de R. Girardi est Jean-Luc Barbe, médecin et conseiller général sortant du Mas-d'Agenais, en 2008. L'autre titulaire est Hélène Laulan, 33 ans, infirmière de la maison de retraite hôpital et nouvelle élue de la liste de la gauche de la ville de Casteljaloux. Sa remplaçante est Chrystel Colmagro, nouvelle maire de Houeillès. L'équipe est à l'image de la diversité de la gauche et les quatre anciens cantons sont représentés. ■



Le Mas-d'Agenais

Hommage

Dimitri, le fils de notre ami, Jean Daniel Simon est décédé. C'est avec une immense tristesse que tous les amis de Jean Daniel ont appris cette affreuse nouvelle. Il est notamment l'auteur de: « Il pleut toujours où c'est mouillé » tourné au Mas d'Agenais; cette ville qui a vu grandir son fils Dimitri. Dans cette terrible épreuve, au nom de tous ceux qui le connaissent, la fédération du PCF, ainsi que notre journal, l'assure de toute sa sympathie et de son affection fraternelle. ■



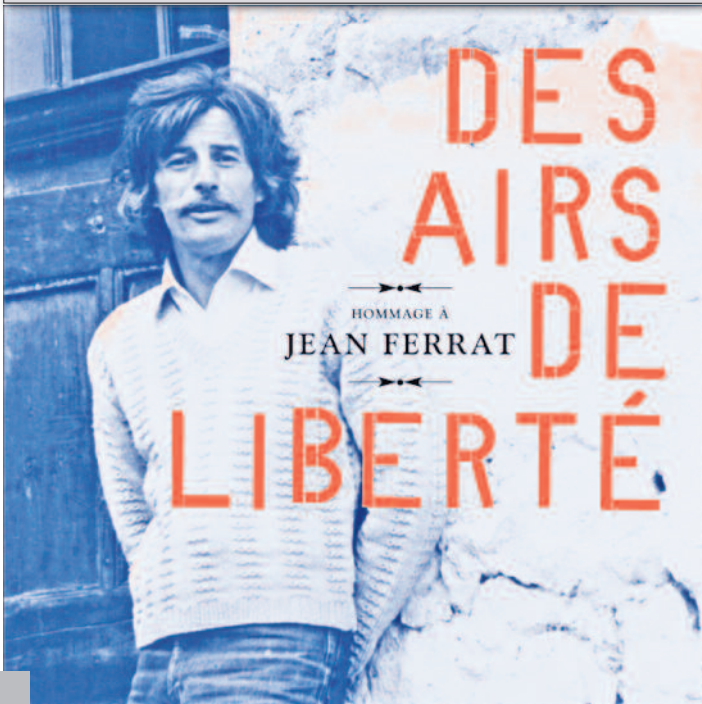
à écouter

Hommage à Jean Ferrat

Cinq ans après la disparition de Jean **Ferrat**, la chanson d'aujourd'hui rend hommage à son aîné. Un hommage qui s'est voulu large à l'image de son répertoire: de grands hymnes engagés, d'immenses œuvres amoureuses, des chansons célébrant le seul bonheur de vivre. S'invitent sur cette belle traversée du temps de nombreux talents emblématiques de la chanson française d'aujourd'hui mais aussi du cinéma français avec Catherine Deneuve. Sortie le 2 mars prochain.

Les titres

- Camarade*/Marc **Lavoine**
- La Montagne*/**Cali**
- Aimer à perdre la raison*/**Dionysos**
- La Femme est l'avenir de l'homme*/**Julien Doré**
- Ma Môme*/**Patrick Bruel**
- C'est beau la vie*/**Catherine Deneuve** & **Benjamin Biolay**
- J'arrive où je suis étranger*/**Raphael**
- Que serais-je sans toi*/**Patrick Fiori**
- Tu aurais pu vivre*/**Grégoire**
- Je ne suis qu'un cri*/**Sanseverino**
- Nuit et brouillard*/Hubert-Felix **Thiéfaïne**
- En groupe, en ligue, en procession*/**Zebda**
- Nous dormirons ensemble*/**Natasha St-Pier**
- La Matinée*/**Patricia Petibon** & **Marc Lavoine**
- Ma France*/**Jean Ferrat**



soirée/débat

Pourquoi faut-il exiger un service public ferroviaire ?

Alors qu'au quotidien, les cheminots et les usagers perçoivent déjà les premiers effets nocifs de la réforme ferroviaire, le gouvernement socialiste entend, avec le projet de loi Macron, qui prône, entre-autre, le transfert du flux des voyageurs du rail vers la route, enterrer de façon définitive la notion même de service public ferroviaire. Afin d'apporter un éclairage sur cette question, les jeunes communistes de Lot-et-Garonne ont décidé d'organiser cette soirée-débat.

projection du documentaire « Chemindefaire »

vendredi 27 février

Agen

19h 30 - espace
débat au PCF47
(18, rue Jules Ferry)

en présence de

Didier Le Reste
élu PCF-FdsG à la mairie de Paris



ENTRÉE GRATUITE
POUR LES FILLES PAF 6€

SOIRÉE FOLK

*
KEZACO
PRÉSENTE
SALLE DES FÊTES
PUYMIROL 47

SAMEDI
14 FÉVRIER

21H00 EMILY JANE WHITE // US
FOLK ROCK

VAGINA TOWN // FR
ROCK RELIGIEUX

RENSEIGNEMENTS: 0689 069773

AVEC LE SOUTIEN DE LA MAIRIE DE PUYMIROL CG47

ENVIE DE SORTIR?